Un conflit d'aménagement dans les « beaux quartiers » parisiens.

La mobilisation contre l'implantation d'un centre d'hébergement d'urgence et ses répercussions géopolitiques.

Matthieu Jeanne

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4389>

ISSN : 2107-7266

Éditeur

UMR 245 - CESSMA

Référence électronique

Matthieu Jeanne, « Un conflit d'aménagement dans les « beaux quartiers » parisiens. », *Carnets de géographes* [En ligne], 12 | 2019, mis en ligne le 10 septembre 2019, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4389>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2020.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un conflit d'aménagement dans les « beaux quartiers » parisiens.

La mobilisation contre l'implantation d'un centre d'hébergement d'urgence et ses répercussions géopolitiques.

Matthieu Jeanne

- 1 L'installation d'un centre d'hébergement d'urgence à Paris, dans le 16^e arrondissement, en 2016, a engendré une contestation d'une violence¹ inédite dans l'Ouest parisien, au cœur des « beaux quartiers » parisiens, lieux de résidence privilégiés des classes supérieures, caractérisés par leur proximité spatiale avec les lieux historiques du pouvoir politique et économique et des logiques sociales complexes qui produisent une forte homogénéité sociale (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989, 2004). Ces espaces sont marqués depuis plus de trente ans par le renforcement de la domination sociale de la bourgeoisie (Clerval, 2008) et le déclin de la conflictualité politique, du fait notamment de la diminution progressive du nombre de manifestations politiques qui s'y déroulent (Tartakowsky, 2010). En mars 2016, le président de l'Université Paris-Dauphine, qui accueille une réunion d'information organisée par la Mairie de Paris concernant l'installation d'un centre d'hébergement d'urgence, est rapidement contraint de faire évacuer la salle, du fait des hurlements proférés par de nombreux riverains et des insultes prononcées à l'encontre de la préfète d'Île-de-France. Puis, en octobre et novembre 2016, deux tentatives d'incendies criminels ont ensuite porté atteinte au centre d'hébergement.
- 2 Ces événements participent d'une multiplication des conflits d'aménagement, observée à l'échelle nationale depuis plus de quarante ans (Subra, 2016). Ces conflits concernent la transformation d'une portion d'espace physique portée par des aménageurs privés ou publics et engagent une grande palette d'acteurs – individus, groupes, entreprises, Etats et collectivités. Dès les années 1960, les oppositions aux politiques d'aménagement et d'urbanisation sont vives, en particulier lorsque les projets impliquent l'expropriation d'agriculteurs ou le relogement en banlieue de populations résidant à Paris lors d'opérations de destruction/rénovation de logements de grande ampleur (Vadelorge, 2013). Cependant, ces oppositions demeurent assimilées par les

acteurs de l'aménagement à un mouvement plus global de résistance au progrès (Bonneuill, Pessis et Topçu, 2013). Peu étudiées avant les années 2000, elles sont restées longtemps marginalisées dans les récits historiques imprégnés d'une culture productiviste, qui tendent à magnifier tant le rôle des aménageurs qui œuvrent dans les années 1960 que celui des institutions nouvelles sur lesquelles ils s'appuient (Fressoz et Jarrige, 2013 ; Vadelorge, 2013).

- 3 Dans le même temps, les conflits d'usage sont devenus plus nombreux et plus persistants (Torre *et al.*, 2016). Ils portent quant à eux sur l'utilisation, et non sur le contrôle exclusif, d'une portion d'espace physique déterminée ou d'une ressource dont divers acteurs souhaitent faire des usages incompatibles (Richard, 2014). Tantôt perçu comme la « volonté des acteurs des territoires de prendre en main leur destin » (Torre *et al.*, 2016 : 8), tantôt comme une « crise de l'intérêt général » ou de « l'utilité publique » (Jobert, 1998 ; Lolive, 1999), l'ensemble de ces conflits locaux traduit la permanence de fortes revendications d'appropriation de l'espace et la diversité des modalités de celle-ci. Ainsi, les groupes sociaux expriment autant le désir de contrôler juridiquement et matériellement l'espace par son aménagement que symboliquement par le contrôle de ses usages (Ripoll et Veschambre, 2005).
- 4 A Paris, une vague de contestations des projets d'aménagement débute dans les années 1960. Les conflits qui se multiplient ont pour particularité d'occuper une place centrale dans le champ politique depuis l'élection du maire de Paris au suffrage universel en 1977. Ainsi, à plusieurs reprises, ils fragilisent les positions des équipes municipales au pouvoir. En 1978, le premier adjoint gaulliste au maire de Paris, Christian de la Malène, qui incarne depuis les années 1960 les projets d'urbanisme décidés par le gouvernement dans la capitale, est battu aux élections législatives dans le 14^e arrondissement, au moment où des mouvements de défense de l'environnement s'opposent au projet autoroutier de « radiale Vercingétorix » dans sa circonscription législative. Au début des années 1990, le conflit d'aménagement qui se noue autour de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) Paris-Rive-Gauche s'accompagne de rivalités politiques internes à la majorité municipale qui affaiblissent durablement l'autorité du maire de Paris au sein de sa propre majorité (Subra, 2007). Lors des élections municipales de 1995, l'équipe municipale sortante, conduite par Jean Tibéri, perd six arrondissements qu'elle contrôlait depuis 1983. L'analyse spatialisée des résultats du scrutin municipal montre que la droite reflue massivement dans les espaces concernés par des conflits locaux d'aménagement, en particulier, dans le quartier Belleville, où la ZAC Ramponeau-Belleville engendre une mobilisation durable des riverains² (Jeanne, 2015).
- 5 Les conflits d'aménagement et les conflits d'usage sont désormais amplement analysés dans les différents champs des sciences humaines et sociales. La dimension politique des mobilisations localisées a ainsi été richement commentée : les conflits locaux révèlent autant une revendication de participation à l'action publique locale (Zask, 2011) que des puissants antagonismes sociaux qui, en temps ordinaires, suscitent peu de questionnement. En effet, ceux-ci sont aussi des « catalyseurs de tensions, de rapports de force ou de domination » (Dechézelles et Olive, 2016 : 9). La géographie apparaît, quant à elle, particulièrement bien outillée pour étudier ces conflits locaux dans la mesure où l'espace, approprié ou convoité, y occupe souvent une place importante. Il peut être à la fois le cadre, l'enjeu ou le simplement théâtre d'un conflit (Richard, 2014). Les conflits locaux sont alors analysés essentiellement comme le

produit d'usages différenciés de l'espace et de l'opposition entre des groupes sociaux aux intérêts et pratiques contradictoires. L'étude des conflits en géographie permet ainsi de mieux comprendre les processus de production et de reconfiguration des territoires.

- 6 Néanmoins, afin de mieux saisir la complexité des relations entre espaces et sociétés, les conflits d'aménagement doivent être lus aussi comme des questions politiques. Celles-ci supposent des relations de pouvoir, des rapports de forces, des rivalités entre responsables et forces politiques, des affrontements entre des projets où s'expriment les intérêts divergents d'acteurs multiples (Richard, 2014). Ainsi, ces conflits occupent désormais une place centrale dans le jeu politique et les stratégies des acteurs politiques locaux. A Paris, les rivalités de pouvoirs sont particulièrement complexes : le pouvoir municipal apparaît bicéphale – mairies d'arrondissements et mairie centrale – et l'Etat a longtemps imposé sa tutelle, du fait de sa méfiance historique envers le peuple parisien (Giblin et al., 2001). Aussi, la démarche géopolitique locale apparaît-elle ici féconde pour analyser les conflits d'aménagement. Elle ambitionne d'analyser ces conflits en décryptant les discours contradictoires des acteurs sur l'aménagement de la ville à travers leurs représentations du territoire et les stratégies qu'ils mettent en place. Emprunter la démarche géopolitique permet alors de porter un regard politique sur l'espace et d'en décrypter les mécanismes de production.

Une géopolitique plurielle

Introduite dans le champ universitaire par Yves Lacoste lorsque la revue *Hérodote* prend comme sous-titre « revue de géographie et de géopolitique » en 1982, la géopolitique, telle que la définit le géographe, s'attache à étudier les rivalités de pouvoirs ou d'influence sur du territoire ou des populations. L'école française de géopolitique privilégie dans un premier temps l'étude des conflits entre des États concernant le tracé d'une frontière, le contrôle d'une province ou de positions militaires stratégiques. La géopolitique interne initiée par Béatrice Giblin à partir de 1984 concerne, quant à elle, l'étude des conflits et des rivalités entre diverses forces politiques à l'intérieur d'un même État (Giblin, 1984). Enfin, la géopolitique locale analyse plus précisément les politiques publiques visant à équiper, développer ou protéger les territoires et les différents acteurs impliqués dans leur mise en œuvre (Subra, 2016). Ces différents types de géopolitique partagent une démarche commune qui place au centre d'une analyse multiscalaire les acteurs et les représentations divergentes qui les animent.

- 7 Je défends l'hypothèse que les conflits d'aménagement occupent, depuis le début des années 1990, une place centrale dans les rivalités de pouvoirs politiques complexes à l'œuvre sur le territoire parisien. Mon objectif est de caractériser précisément leur rôle à travers l'étude de la mobilisation née en 2016 contre le centre d'hébergement d'urgence dans le 16^e arrondissement.
- 8 Ma recherche s'appuie sur une démarche qualitative de terrain et documentaire permettant d'apprécier la singularité du conflit né de l'installation d'un centre d'hébergement d'urgence dans le 16^e arrondissement au regard des autres conflits d'aménagement parisiens. Elle mobilise les outils d'analyse de plusieurs disciplines et cinq sources d'information, dont le croisement des matériaux entre eux limite les biais inhérents à chacun d'eux et permet de décrypter les dynamiques et la diversité des

processus conflictuels (Cadoret, 2011). J'ai mené une vingtaine d'entretiens semi-directifs, de 2011 à 2014, réalisés auprès des acteurs politiques et associatifs et de journalistes concernant les rivalités politiques à l'œuvre à Paris, et particulièrement dans l'Ouest parisien, et les politiques publiques de logement menées dans la capitale. En 2016, pendant le conflit et dans les mois qui suivirent, je n'ai pu mener qu'un nombre limité d'entretiens plus informels – moins d'une dizaine – auprès d'habitants du 16^e arrondissement et de quelques acteurs impliqués dans le conflit, du fait de nombreuses sollicitations restées sans réponses. J'ai également mené un travail d'observation dans les réunions publiques organisées à l'occasion des campagnes municipales de 2008 et 2014 et des projets d'aménagement contestés en 2016, empruntant les méthodes de l'observation participante propres à la sociologie. Enfin, l'analyse quantitative et qualitative de la presse quotidienne nationale (trois titres : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*) et de la presse quotidienne régionale (*Le Parisien*), sur une période de quatorze mois – d'octobre 2015 à novembre 2016 –, a complété ce travail de terrain. La presse quotidienne régionale a la double spécificité d'être le principal média de l'actualité locale et d'être en situation de quasi-monopole sur son territoire. L'analyse de ces deux types de presse permet de mesurer la maîtrise inégale des réseaux médiatiques par les différents acteurs et leur capacité à remporter la « bataille de l'opinion » (Subra, 2012). Ces trois matériaux ont permis de décrypter les discours, les représentations et les stratégies de chaque acteur. Par ailleurs, j'ai étudié les délibérations du Conseil de Paris et du Conseil du 16^e arrondissement et remobilisé une analyse spatialisée, à l'échelle des bureaux de vote et des vingt arrondissements, des résultats des élections municipales de 1989 à 2014 et des élections présidentielles de 2012 et de 2017. Ces deux matériaux ont permis de mesurer les rivalités de pouvoir nourries par les conflits d'aménagements et d'évaluer les comportements électoraux liés à ceux-ci.

- 9 Ainsi, je m'attacherai en premier lieu à analyser le conflit né de l'opposition au centre d'hébergement d'urgence à l'aune des conflits locaux d'aménagement parisiens antérieurs, puis j'analyserai les rivalités géopolitiques à différentes échelles dans lesquelles il s'inscrit.

Chronologie du conflit

En octobre 2015, la Mairie de Paris s'engage publiquement à céder gratuitement à l'État, pour une durée de trois ans, un terrain constructible dans le 16^e arrondissement, en lisière du Bois de Boulogne, pour y implanter un centre d'hébergement d'urgence provisoire. Situé à proximité de la porte de Passy, il doit alors être composé de cinq bâtiments conçus à partir de modules en bois de 196 mètres de long pour 8 mètres de large. La gestion de ce centre est confiée à l'association Aurore, en charge avec d'autres associations de l'hébergement d'urgence en Île-de-France. Cette nouvelle structure est prévue pour accueillir près de deux cents personnes isolées, travailleurs pauvres, familles et enfants pour des séjours de trois à six mois. Avant même la présentation du projet au Conseil de Paris en décembre 2015³, une pétition en ligne est lancée par Claude Goasguen⁴, maire du 16^e arrondissement, et plusieurs associations annoncent leur intention de recourir au règlement judiciaire et sollicitent les élus du conseil d'arrondissement qui s'opposent au projet dès novembre⁵. La Mairie du 16^e organise une première réunion d'information en février 2016, avant que la Mairie

de Paris n'en convoque une seconde, plus médiatisée⁶, qui se tient en mars 2016 à l'Université Paris-Dauphine. Les deux réunions connaissent une forte affluence : plus de 1000 personnes y assistent⁷. Le 1er avril 2016, trois associations, la Coordination pour la sauvegarde du Bois de Boulogne, l'Association des riverains du Bois de Boulogne et l'Association XVI^e demain, déposent un recours auprès du juge des référés du Tribunal de Paris requérant la suspension du permis de construire du centre d'hébergement d'urgence. Cette requête est rejetée trois semaines plus tard. Le centre d'hébergement d'urgence est inauguré en novembre 2016 après avoir été la cible de deux tentatives d'incendie criminel dans les mois qui précèdent son ouverture. Néanmoins, en décembre 2018, le Tribunal administratif annule le permis de construire sans pour autant imposer une régularisation du permis du fait de son caractère temporaire.⁸ Aussi, en avril 2019, à la demande l'association gestionnaire du centre, la Mairie de Paris a-t-elle adopté un projet de délibération prévoyant une modification du permis de construire et un prolongement des installations de cinq ans⁹. Aucune action collective n'est entreprise par les associations contestataires après l'échec du recours contentieux en avril 2016.

Un conflit révélateur de tensions durables dans le 16^e arrondissement

Une contestation qui s'enracine dans un arrondissement dominé par la bourgeoisie conservatrice

- 10 Le projet d'implantation du centre d'hébergement d'urgence engendre, en 2015, une mobilisation très rapide des riverains. Cette célérité trouve son origine dans le climat de conflictualité durable qui s'installe dans l'arrondissement à partir de 2006, tout comme la violence inédite observée en 2016 peut être lue comme le résultat de la montée en puissance de plusieurs conflits d'aménagement antérieurs. En effet, à partir de l'élection de Bertrand Delanoë à la Mairie de Paris, cinq opérations de construction de logements sociaux sont contestées (cf. figure 1), ainsi que trois opérations de rénovation ou d'agrandissement d'équipements sportifs (stade Jean-Bouin, piscine Molitor, stade Roland-Garros), toutes décidées par la nouvelle majorité municipale.
- 11 La plupart des acteurs de la contestation de l'implantation du centre d'hébergement d'urgence a pris part à ces conflits antérieurs. Deux des trois associations plaignantes ont déjà une expérience des conflits locaux d'aménagement. Fondée en 1966, l'Association XVI^e demain est la plus ancienne. Elle a pour ambition de défendre le patrimoine architectural et la qualité de vie dans l'Ouest parisien. Elle se développe dans les années 1970 dans le sillage d'autres associations environnementalistes comme SOS Paris, fondée en 1973, composée de techniciens, d'urbanistes et d'avocats qui s'opposent notamment au projet routier de « voie express » sur les berges de la rive gauche de la Seine. En 2016, l'association XVI^e demain est composée d'une dizaine de membres actifs et de près de 400 adhérents. Son action consiste essentiellement à sensibiliser les habitants et à faire pression sur les élus locaux. Elle a également déposé des recours, avec succès, contre la rénovation du stade Jean-Bouin en 2010 et le permis de construire du centre Louis Vuitton en 2011. La Coordination pour la sauvegarde du

Bois de Boulogne rassemble quant à elle une vingtaine d'associations. C'est un collectif fondé en 2006 en opposition aux projets d'extension du stade Roland-Garros, présidé par Christophe Blanchard-Dignac, ancien président directeur général de la Française des Jeux. La dernière association impliquée dans la contestation du centre d'hébergement est l'association des riverains du bois de Boulogne, fondée en 2001 par Lionel Lemaire, entrepreneur retraité résidant dans l'arrondissement, pour s'opposer aux constructions provisoires développées autour du champ de course d'Auteuil. L'association lance alors une procédure contre la société gestionnaire de l'équipement sportif, qu'elle gagne en cassation après plusieurs années de procédure. Ces associations connaissent une activité assez limitée. Si l'Association XVI^e demain publie un bulletin trimestriel d'une dizaine de pages traitant des projets d'aménagement et de la protection des espaces verts et du patrimoine dans l'Ouest parisien, les deux autres ne se mobilisent que ponctuellement pour déposer des recours contentieux. Il est délicat d'évaluer les effectifs réels de ces différentes associations : elles revendiquent chacune entre trois à quatre cents adhérents, avec un phénomène de double adhésion. En 2016, lors du conflit contre le centre d'hébergement, près de deux cents adhérents de l'Association XVI^e demain ont rejoint l'association des riverains du Bois de Boulogne. Ces associations demeurent assez rétives à l'exposition médiatique : toutes n'ont pas désigné de porte-parole et leurs représentants n'interviennent que rarement dans les médias. Seul Lionel Lemaire, qui préside l'association des riverains du Bois de Boulogne, a accepté de m'accorder un entretien formel, quelques mois après le conflit. En revanche, les travaux des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (Pinçon, Pinçon-Charlot, Lécroart, 2017) et l'enquête de terrain que j'ai menée auprès des riverains et des élus mettent en valeur l'hégémonie des membres de la grande bourgeoisie de l'Ouest parisien au sein des associations de riverains.

Figure 1. Les opérations de logements sociaux contestées dans le 16^e arrondissement (2001-2014)¹⁰

Lieu	Nature du projet	Chronologie du projet et mode opératoire de la contestation
45-47 avenue du Maréchal Fayolle À la place de la Fondation Paul-Emile-Victor inoccupée depuis plusieurs années, convoitée par l'université Dauphine.	Ensemble de 4 immeubles de 5 étages. 135 logements sociaux prévus initialement. 100 logements sociaux dans le second projet.	Novembre 2009 : Délivrance du permis de construire. Février 2010 : suspension de l'exécution du permis de construire par le Tribunal administratif suite à un recours déposé par l'association Quartier Dauphine Environnement. Novembre 2014 : Délivrance du permis de construire du second projet.

Ancienne gare d'Auteuil Boulevard Suchet, face à la porte d'Auteuil.	350 logements dont 176 sociaux Equipements collectifs : bibliothèque, crèche, commerces. Création d'une coulée verte jusqu'à la gare de Passy-La Muette.	2006 : Concertation. Janvier 2007 : Création de l'association Porte d'Auteuil Environnement. 24 novembre 2007 : Manifestation devant la Porte d'Auteuil. 29 mars 2010 : Pétition de 3 084 signatures portées à la Mairie de Paris. 2012 : Annulation partielle des permis de construire par le Tribunal administratif suite à un recours des riverains. Juin 2013 : Délivrance du nouveau permis de construire.
Parc Sainte-Périne	Ensemble de 210 logements sociaux, dont la moitié est réservée au personnel de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (APHP).	Juin 2006 : Présentation du projet. Déclassement du parc rejeté en Conseil de Paris par les Verts, l'UMP et l'UDF. Projet abandonné.
62 rue Nicolo	31 logements sociaux dans un immeuble de 5 étages. 25 logements dans le second projet.	2010 : Projet accordé au cabinet Projectile. 2011 : Permis de construire suspendu par le Tribunal administratif. 2013 : Remise à plat du projet. Février 2014 : Délivrance du nouveau permis de construire.
23 rue de Varize Ancien hospice des Petites Sœurs des Pauvres laissé à l'abandon depuis le milieu des années 1990.	250 logements, dont 64 labellisés SRU.	Mars 2007 : Lancement du projet. Mars 2008 : Projet suspendu pour des raisons techniques de divisions parcellaires. 2013 : Projet abandonné.

Figure 2. Les conflits d'aménagement du 16^e arrondissement.

Les conflits d'aménagement du 16^e arrondissement

Carte réalisée par l'auteur d'après l'enquête de terrain.

- 12 Ces conflits d'aménagement s'enracinent dans un territoire singulier approprié par la bourgeoisie et l'élite économique mondialisée et dont les classes populaires sont progressivement évincées : dans les années 1950, ouvriers et employés constituaient 54 % de la population active du 16^e arrondissement, du fait notamment de l'importance des actifs recensés dans la catégorie « Personnel de service, employés de maison et domestiques ». En 2006, ils ne représentent plus que 25,2 % de la population active quand les cadres et professions intellectuelles supérieures atteignent les 49,2 %¹¹. Au niveau politique, la droite domine depuis plus de soixante-dix ans, lors des scrutins tant nationaux que locaux. Ainsi, lors du premier tour des présidentielles de 2017, François Fillon a rassemblé 49,42 % des inscrits dans l'arrondissement contre 21,88 % à Paris et 15,16 % au niveau national, confirmant l'hégémonie de la droite dans les bureaux de vote de l'ouest de l'agglomération parisienne où se concentrent les citadins les mieux dotés en ressources sociales de toutes espèces (Rivière, 2012). La domination électorale de la droite se traduit localement par un contrôle durable de toutes les positions de pouvoir. Tous les députés et tous les maires d'arrondissement depuis la Libération sont issus des différentes sensibilités de la droite et cette domination est renforcée par la longévité des carrières des élus, particulièrement les députés, qui exercent un véritable « pouvoir pastoral » (Heurtaux et Soubiron, 2011 : 150). Les deux circonscriptions législatives couvrant le 16^e arrondissement ont ainsi connu très peu de renouvellement : de 1962 à 2012, quatre députés y ont été élus dans la circonscription du 16^e nord, et trois dans le 16^e sud. Aussi ce territoire est-il perçu depuis plus de quarante ans comme un « bastion conservateur » (Ranger, 1977).

Le répertoire d'action des associations de riverains : entre innovation et permanence.

- 13 L'approche adoptée ici propose d'analyser la mobilisation contre l'implantation du centre d'hébergement d'urgence dès 2015 en la comparant aux conflits d'aménagement parisiens antérieurs à l'aide de la méthodologie définie en géopolitique (Subra, 2016). Il

s'agit ainsi de définir le répertoire d'action choisi par les contestataires – c'est-à-dire les moyens d'action collective, ou les modes opératoires, choisis sur la base d'intérêts partagés (Tilly, 1986) –, d'analyser leur discours, d'évaluer la généralisation ou l'expansion géographique du conflit, et de mesurer l'évolution des rapports de force.

- 14 La contestation du centre d'hébergement d'urgence prend différentes formes : la menace, puis l'exécution d'un recours en justice, la publicisation du conflit – les associations de riverains réclament une réunion d'information, alertent les différents pouvoirs publics et font pression sur les élus du 16^e arrondissement au Conseil de Paris –, sa médiatisation et une participation aux réunions publiques, émaillée de plusieurs altercations verbales. Ainsi, le répertoire d'action offre une place centrale au registre judiciaire à l'instar d'autres mobilisations de riverains aisés, comme celles déployées dans les années 1990 dans l'ouest de l'Île-de-France contre différents projets autoroutiers – A14 et A86 – (Subra, 2005). En effet, dès l'annonce de l'implantation du centre d'hébergement d'urgence, l'Association des riverains du bois de Boulogne et l'Association XVI^e demain annoncent le dépôt de recours contre la convention d'occupation précaire du domaine public puis contre le permis de construire précaire. En définitive, les associations plaignantes invoquent dans leurs requêtes plusieurs motifs : la violation du code général des collectivités territoriales¹², différents vices de procédures et la violation du code de l'urbanisme. Aux yeux des associations de riverains, le contentieux administratif apparaît comme le moyen le plus efficace pour obtenir la suspension du projet :

« Mais il faut savoir que les maires d'arrondissement de Paris n'ont pas la capacité juridique pour engager un recours contre la Mairie de Paris. Seules des associations peuvent tenter d'empêcher le projet. Pour ce faire, les riverains doivent procurer les moyens financiers aux associations s'ils veulent que des avocats défendent l'environnement qu'ils ont choisi »¹³.

- 15 Cette stratégie n'est pas nouvelle : elle a été largement employée lors des conflits d'aménagement antérieurs de l'Ouest parisien, lors desquels les associations contestataires ont multiplié les recours en justice (Jeanne, 2015). Dans un conflit concernant l'aménagement de l'ancienne gare d'Auteuil, les associations de riverains ont ainsi remis en cause la hauteur des bâtiments à construire, le manque d'alignement du projet par rapport à la rue et le manque d'espaces verts. Pour s'opposer à l'implantation de logements sociaux avenue du Maréchal Fayolle, les associations de riverains ont requis la requalification patrimoniale de l'espace convoité, réclamant auprès de la Ville de Paris la protection des arbres menacés par l'opération immobilière.
- 16 Ces actions juridiques constituent l'activité principale ou exclusive des associations contestataires de l'Ouest parisien. Certaines, créées *ad hoc*, n'ont qu'un objectif : lever des fonds auprès des riverains afin de missionner des avocats pour déceler les failles juridiques des projets, profitant de la complexité du droit de l'urbanisme. C'est le cas, par exemple, de l'association Quartier Dauphine Environnement, créée en 2009 en opposition à l'opération de logements sociaux prévue sur l'avenue du Maréchal Fayolle. L'association dépense plus de 25 000 € dans les premiers mois suivant sa création pour rétribuer les avocats chargés de déposer un recours auprès du Tribunal administratif. Mais l'association ne connaît ensuite plus aucune activité, dès lors que le permis de construire a été suspendu. Cette stratégie de judiciarisation du conflit qui s'observe dans de nombreuses mobilisations de riverains aisés (Chabert, 2016) constitue *de facto* le

registre d'action privilégié des groupes sociaux dominants, qui démontrent ici leur capacité à peser sur les politiques publiques d'aménagement¹⁴.

- 17 Il s'est pourtant avéré inégalement fructueux dans les conflits récents de l'arrondissement. Les associations sont parvenues à annuler un projet de logements sociaux de grande ampleur, prévu à en lisière du parc Sainte-Perine (cf. figure 1) mais d'autres projets n'ont été que révisés ou retardés. Néanmoins, pour les contestataires, ce registre d'action possède deux vertus principales : le recours à un investissement humain en définitive assez limité du fait des capitaux facilement mobilisables – argent, expertise juridique – dont sont justement très bien dotés les habitants de l'Ouest parisien, et une exposition réduite des acteurs de la contestation dans l'espace public. En effet, ils ont pu peser sur les politiques publiques d'aménagement sans se donner à voir comme un groupe politiquement mobilisé, en demeurant « ni vu, ni connu » (Le Wita 1988).
- 18 Certaines fractions de la grande bourgeoisie ont également recours au « militantisme mondain » (Pinçon-Charlot Pinçon, 2007) : de nombreux habitants de l'Ouest parisien développent une sociabilité mondaine qui leur permet de rencontrer des élus et de faire pression sur eux. Ce militantisme qui s'ancre dans des lieux fermés permet *in fine* « d'exercer un contrôle sur l'aménagement du territoire » (ibid. : 14). Dans le cas de l'opération d'aménagement de la gare d'Auteuil, les sociologues spécialistes de la grande bourgeoisie, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, affirment que des grands patrons résidant dans la Villa Montmorency voisine auraient émis des propositions de rachat des terrains constructibles pour y bâtir des bureaux et exercé des pressions sur les membres de l'exécutif municipal parisien¹⁵. Dans le conflit concernant le centre d'hébergement d'urgence, les pressions exercées par les associations de riverains dont témoignent les élus municipaux (cf. infra) ne sont jamais médiatisées et se déroulent « en coulisses » (ibid. : 13). Incontestablement, l'invisibilité de ce mode opératoire pose problème au chercheur en sciences sociales : l'absence ou la rareté de matériau empirique rend les actions des dominants discrètes ou invisibles (Agrikoliansky, Collovald, 2014).
- 19 Cela dit, lors de la mobilisation contre le centre d'hébergement d'urgence, les associations ont diversifié les modes d'action et ajouté un registre contestataire plus original voire inédit. Des riverains investissent massivement les deux réunions publiques organisées par la Mairie de Paris, des pétitions circulent, les associations sollicitent une délibération des élus du 16^e arrondissement et l'Association des riverains du Bois de Boulogne rédige deux communiqués de presse (en décembre 2015 puis en mars 2016). Aussi éphémère soit-elle, cette publicisation contraste avec les précédents conflits : en 2007 par exemple, pour s'opposer à l'opération d'aménagement de l'ancienne gare d'Auteuil, l'action publique s'était limitée à une brève manifestation, peu médiatisée, ne réunissant que quelques centaines de personnes. La médiatisation, elle aussi, gagne en ampleur. De l'annonce de l'implantation du centre d'hébergement d'urgence en octobre 2015 jusqu'à son inauguration en novembre 2016, *le Parisien* consacre 14 articles au conflit. La presse quotidienne nationale et généraliste accorde également un traitement inédit au conflit local : sur la même période *Le Figaro* lui consacre six articles, *Le Monde* cinq et *Libération*, trois.
- 20 Toutefois, contrairement aux mobilisations passées dans l'Est parisien, les associations de riverains n'établissent pas de stratégie d'action publique et de communication ambitieuse du fait, en partie, du nombre très réduit de membres actifs qui les animent.

La production de signes dans l'espace public se limite à quelques affiches annonçant la réunion du 14 mars 2016, la diffusion de tracts demeure ponctuelle et localisée aux abords de la mairie d'arrondissement, et la communication sur les sites internet des différentes associations demeure minimaliste. Enfin, l'agitation observée lors de la seconde réunion d'information à l'Université Paris-Dauphine ne résulte pas d'une stratégie visant à médiatiser le conflit : les associations contestataires prennent leur distance avec les opposants les plus virulents, qui professent les insultes sexistes à l'encontre de la préfète d'Île-de-France à l'origine de l'évacuation de l'assemblée réunie par les services de sécurité. Elles affirment ne pas compter ces opposants au sein de leurs adhérents¹⁶.

- 21 Par ailleurs, les associations contestataires ne revendiquent pas non plus de participer aux dispositifs délibératifs et aux débats publics concernant les politiques d'aménagement public, comme d'autres associations de riverains aisés ont consenti à le faire dans certains conflits fonciers (Chabert, 2016), illustrant un nouveau rapport à la politique qui ne réside plus uniquement dans l'expression électorale (Tiberj, 2017). Elles ne prétendent pas incarner une « contre-expertise associative locale » (Nez, 2011 : 390) comme le firent les opposants aux politiques d'aménagement à Paris dans les années 1990¹⁷. Sans doute, contrairement aux conflits d'aménagements passés, les enjeux de reconnaissance des groupes mobilisés, qui président traditionnellement à la demande de mise en place d'instances de participation et de négociation (Bobbio, Melé, 2015), sont ici plus faibles. Les contestataires de l'Ouest parisien ne s'inscrivent pas dans une démarche de légitimation par les pouvoirs publics de leur rôle dans la gouvernance urbaine.
- 22 Enfin, sans résultat de l'enquête policière ni revendication, l'incendie de l'automne 2016 ne peut être, quant à lui, assimilé aux actions menées par les associations de riverains.
- 23 En somme, si le répertoire d'action adopté par les contestataires dans l'opposition au projet de centre d'hébergement d'urgence évolue, il ne traduit pas une rupture profonde des pratiques des associations de riverains. La mobilisation se caractérise avant tout par un recours *a minima* à l'action collective publique, par crainte que le discours des associations contestataires ne soit d'emblée dévalué du fait de leur position privilégiée dans l'espace social. Ainsi, la stratégie adoptée reste à distance des actions non conventionnelles, non institutionnalisées propres aux nouveaux mouvements sociaux urbains (Mathieu ; 2004) qui renouvellent le répertoire d'action collective en s'appropriant de façon innovante l'espace public (actions « radicales » ou « symboliques » illégales, forums sociaux). En effet, contrairement aux mouvements qui ne veulent pas ou ne peuvent pas entrer dans les luttes de pouvoir institutionnelles, et qui refusent de « faire de la politique » (Ripoll, 2008), les membres des associations de riverains de l'Ouest parisien ont accès aux lieux de pouvoir, directement ou par la voix de leurs représentants. Ainsi, si l'appropriation de l'espace matériel est un enjeu de la lutte des associations contestataires, elle ne constitue pour autant ni une stratégie, ni une ressource de l'action mobilisée par celles-ci. Les mobilisations conservatrices de l'Ouest parisien demeurent rétives aux formes d'appropriation collective de l'espace adoptées par de nombreux mouvements sociaux apparus à partir des années 1990, à l'image de l'association Droit au Logement qui réquisitionne les logements vides (Ripoll, 2005). Ce choix stratégique résulte d'une « culture d'acteur » singulière : une culture originale, propre à une institution ou à un groupe social, qui influence fortement son

action (Subra, 2007). Cette culture est celle des habitants du 16^e arrondissement issus très majoritairement de la bourgeoisie conservatrice, qui « évite le débat public plutôt qu'elle ne le recherche » et entretient un rapport défiant à l'espace public, perçu comme « un lieu à haut risque, trop exposé aux regards pour être politiquement investi » (Agrikoliansky, 2014 : 140, 156). Elle repose sur une conception bourgeoise de la citoyenneté qui privilégie la délégation de pouvoir au profit des élites compétentes à l'action collective dans l'espace public, et un respect de la propriété privée qui délégitime d'emblée toute appropriation collective illégale, même temporaire, de l'espace. Toute occupation ou tout détournement de l'espace, surtout s'il est collectif et non institutionnalisé, est ainsi considéré comme une action contestataire ou subversive (Corbin et al., 1994). En cela, les acteurs des mobilisations conservatrices s'opposent radicalement aux protagonistes des mouvements sociaux pour qui l'espace matériel est perçu comme l'objet de rapports de force violents entre contestataires et contestés (Ripoll, 2005).

- 24 Cette culture politique est bien décrite par David Alphand, qui du fait de son parcours personnel, a découvert progressivement les *habitus* des habitants du 16^e arrondissement. Originaire des Hautes-Alpes, il s'installe à l'âge adulte dans l'Ouest parisien. Il est d'abord délégué des jeunes à la section du Rassemblement pour la République (RPR) du 16^e arrondissement, puis est élu conseiller d'arrondissement (2008-2014).

« Le 16^e arrondissement est un arrondissement divers : des grands bourgeois au Nord et de nombreuses familles, plus jeunes, installées dans le sud de l'arrondissement et qui ne se retrouvent pas dans des discours politiques ou des actions radicales. Ce qui réunit de nombreux habitants, c'est le désir ne pas faire de vague, et l'aspiration à la discrétion et la tranquillité »¹⁸.

L'argumentaire développé par les associations contestataires

- 25 L'argumentaire des associations mobilisées contre le centre d'hébergement d'urgence repose sur deux thématiques : la défense de l'environnement à travers la protection des espaces verts, mise en avant lors de l'ensemble des conflits d'aménagement précédents, et, de façon inédite, la sécurité des riverains.

« L'Association des Riverains du Bois de Boulogne souligne que le Bois de Boulogne a été concédé par l'État à la Ville de Paris en 1852 pour être de manière perpétuelle un lieu de promenade publique. C'est donc la vocation de cet espace vert unique. C'est un lieu de détente et de loisirs, ouvert à tous, aux familles, aux cyclistes, aux sportifs, aux écoliers »¹⁹.

« Nous comprenons l'émotion qui a gagné les riverains du quartier et les familles dont les enfants vont à la piscine d'Auteuil toute proche ou au jardin du Ranelagh ».

20

- 26 Le premier type d'argumentaire relève d'une stratégie commune à de nombreuses mobilisations de riverains, indifféremment de l'origine sociale des opposants (Subra, 2007). L'écologisation du discours est une des façons de monter en généralité, du fait de la généralisation au niveau national des conflits portant sur les questions de protection de l'environnement (Subra, 2016). Localement, ce positionnement revêt une fonction stratégique : lors du conflit lié au réaménagement du parc Sainte-Périne, il a permis de rallier le soutien des élus écologistes qui s'opposaient au projet et empêchèrent son vote au Conseil de Paris. Il permet également de s'inscrire dans la culture contestataire née des conflits parisiens passés. Ainsi, l'Association Porte d'Auteuil Environnement,

engagée contre l'opération d'aménagement de l'ancienne gare d'Auteuil de 2007 à 2012, affichait son ambition de lutter contre le « bétonnage » de la Porte d'Auteuil et contre la « densification immobilière » :

« Suivant l'exemple des maires de proche banlieue qui veulent ceinturer Paris de barres et de tours, cette municipalité ambitionne à l'ère de l'idéologie planétaire de transformer Paris en banale ville mondialisée, sans crainte de dégrader le précieux héritage légué par notre passé et notre histoire saccageant la spécificité de notre belle capitale »,²¹

- 27 La défense du patrimoine urbain parisien emprunte alors des éléments rhétoriques de la critique de la production capitaliste de la ville et de celle de l'urbanisme fonctionnaliste, formulées par les mouvements écologistes à partir des années 1970. L'illustration choisie sur le tract diffusé par l'association Porte d'Auteuil Environnement met en scène une bétonneuse inondant des immeubles haussmanniens (cf. figure 3). Elle rappelle un dessin de presse de J.-F. Batellier, dessinateur militant écologiste à partir des années 1970, représentant une moissonneuse-batteuse transformant des quartiers emblématiques de Paris au 19^e siècle en forêt de tours implantées dans ville monotone au plan orthogonal (cf. figure 4), repris par la liste Paris Écologie lors du scrutin municipal de 1977.

Figure 3. Tract de l'association Porte d'Auteuil Environnement (printemps 2010)

Figure 4. Dessin de presse de J.-F. Batellier paru dans la revue *Pilote* n° 73

- 28 Le second type d'argumentaire développé contre le centre d'hébergement marque une rupture dans le régime discursif adopté par les associations de riverains impliquées dans les différents conflits d'aménagement du 16^e arrondissement. Il traduit la place nouvelle occupée par un discours sécuritaire plus décomplexé. La mobilisation est explicitement motivée par le rejet des populations marginales. La lettre de l'association XVI^e demain est ainsi titrée en janvier 2016 : « Le Bois de Boulogne doit-il accueillir toute la misère du monde ? ». Les élus municipaux du 16^e arrondissement relaient quant à eux les angoisses sécuritaires et associent ouvertement la présence de sans-domicile et de migrants à la délinquance et l'insécurité.

« Le lieu d'implantation de ce projet est surréaliste, car d'un côté il y a la piscine d'Auteuil à proximité de cette allée, et de l'autre il s'agit d'une des principales voies d'accès du Bois de Boulogne. » (Yves Hervouet des Forges, adjoint au maire du 16^e arrondissement).

« La construction de ce centre d'hébergement d'urgence peut donc amener une inquiétude sur une concentration possible des migrants à cet endroit, ainsi qu'une augmentation de l'insécurité et de la délinquance. Ces points ne peuvent pas être passés sous silence. » (Claude Goasguen, maire du 16^e arrondissement)²².

- 29 Néanmoins, les échanges informels que j'ai eus avec quelques opposants mettent en valeur leur difficulté à assumer ce type de discours. Ainsi, malgré le communiqué de presse de février 2016 diffusé par son association, Lionel Lemaire, président de l'ARBB se défend personnellement, *a posteriori*, une fois le centre d'hébergement d'urgence installé, d'avoir alimenté un discours sécuritaire²³. Individuellement, de nombreux opposants expriment un accord de principe à la construction du centre mais dénoncent sa localisation « inadaptée » du fait de l'éloignement relatif des services publics et de l'offre commerciale de proximité.
- 30 Ces deux approches, l'une radicale, l'autre plus subtile, participent d'un même mouvement, observé au niveau national depuis la fin des années 1990, de multiplication des luttes contre l'accueil de populations jugées indésirables au nom des « nuisances sociales » qui leur sont imputées (Subra, 2007 : 181). Ce phénomène de rejet s'étend à

des équipements de plus en plus nombreux – prisons, aires d'accueil pour des gens du voyage, centres pour demandeurs d'asile – et s'observe dans des espaces urbains comme ruraux. À Paris, en 2002, un projet de centre d'hébergement d'urgence est ainsi combattu par l'Association de riverains du secteur Douai-Fontaine (9^e arrondissement) avec l'appui du député UMP Pierre Lellouche.

- 31 Cette inflexion du discours formulé par les opposants aux projets d'aménagement traduit marque une rupture. Jusqu'alors, les contestataires de l'Ouest parisien outillaient leur argumentaire en puisant à la fois dans une culture parisienne de contestation de l'urbanisme et dans un discours consensuel de protection de l'environnement et du patrimoine, afin d'éviter que le conflit local ne puisse être perçu comme emblématique du syndrome *Not In My Backyard* (NIMBY). Lors du conflit contre le centre d'hébergement d'urgence, les associations contestataires ne recherchent ni la publicité nécessaire à la légitimation de leur place dans l'espace public, ni les liens avec d'autres oppositions aux politiques publiques d'aménagement. Leur discours ne semble servir qu'un objectif : la mobilisation locale des riverains à travers la collecte de fonds pour entreprendre le contentieux administratif. Ainsi, du fait de la limitation presque exclusive du répertoire d'action au registre judiciaire, l'opposition au centre d'hébergement d'urgence s'essouffle après l'échec du recours en justice en avril 2016. Les associations de riverains n'entreprennent aucune nouvelle action.
- 32 En définitive, les mobilisations de l'Ouest parisien reproduisent les logiques sociales à l'œuvre dans la plupart des conflits locaux d'aménagement. Les associations impliquées localement portent les revendications du groupe social dominant, la bourgeoisie, et défendent la maîtrise de l'usage d'un espace que celle-ci s'est approprié de longue date. L'espace, en tant que construit social, n'est donc pas simplement un arrière-fond contextuel des luttes, mais participe ici pleinement de la dynamique constitutive des mobilisations (Dechezelles et Olive, 2016).

Des enjeux de pouvoir politique à différentes échelles

- 33 Les conflits d'aménagement ne constituent pas le seul champ d'action investi par la bourgeoisie, perçue comme la dernière « classe sociale mobilisée » (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007), pour maîtriser l'usage de l'espace qu'elle a produit. Dans le champ politique, cela se traduit par d'intenses rivalités de pouvoir qui se nouent à plusieurs échelles. Celles-ci ont nourri une conflictualité durable qui est apparue « hors-norme » au regard des aménagements rejetés – en particulier le centre d'hébergement d'urgence, un équipement temporaire qui ne remet pas en cause les usages récréatifs du Bois de Boulogne situé à proximité immédiate –, et du bilan de la politique d'implantation de logements sociaux constamment contestée. Les politiques municipales menées depuis 2001 n'ont bouleversé ni la physionomie du parc de logements, ni le patrimoine architectural du 16^e arrondissement, ni la domination de la bourgeoisie dans l'espace social, du fait du processus généralisé d'embourgeoisement à l'œuvre à Paris depuis le début des années 1980 (Clerval, 2013). Certes, l'effort consenti par la Mairie de Paris depuis l'élection de Bertrand Delanoë est inédit : en 2016, les logements labellisés « Solidarité et Renouvellement Urbains » (SRU) représentent 6,1 % des résidences principales de l'arrondissement, contre 1,74 % en 2001²⁴. Néanmoins, la grande majorité des projets financés est constituée de petites opérations inférieures à 10 logements²⁵, et l'essentiel des logements familiaux agréés relève de l'acquisition-

conventionnement ou de l'acquisition-réhabilitation²⁶. Aussi, le versement de ces logements au secteur social demeure-t-il, en définitive, presque invisible pour l'ensemble des riverains : le bâti extérieur n'est pas modifié, et dans le cas de l'acquisition-conventionnement, les locataires demeurent inchangés, la plupart n'étant tenus informés du changement de leur bailleur qu'une fois l'opération d'agrément achevée. En outre, les immeubles acquis par les bailleurs de la Ville de Paris sont essentiellement des immeubles bourgeois, qui du fait de leur apparence extérieure ne sont pas assimilables à des logements sociaux. Seule l'opération d'aménagement de la gare d'Auteuil transforme profondément le paysage urbain – des logements et des équipements collectifs remplacent une gare – et vise à requalifier les usages d'un lieu, certes familier de certains riverains mais désaffecté depuis 1985 et progressivement devenu une friche urbaine. Si d'ordinaire les valeurs d'usages, esthétiques, sensibles ou affectives investies par les riverains dans les lieux (Grésillon, 2010) les prédisposent sans aucun doute à se mobiliser collectivement pour leur défense, cette « appropriation existentielle » (Ripoll et Veschambre, 2005 : 5) est difficile à invoquer pour les espaces publics concernés par les projets d'aménagements du 16^e arrondissement, tant ces derniers apparaissent comme des « non lieux » : une friche urbaine ou une contre-allée à proximité du périphérique. Il demeure donc une discordance entre la menace invoquée pour les différents aménagements, présentés à chaque fois par les contestataires comme une perte irréversible pour le patrimoine urbain et environnemental, et leurs effets réels sur l'espace social et le paysage urbain, qui apparaissent en définitive très limités.

Au cœur du conflit, des acteurs aux représentations divergentes et aux intérêts opposés

- 34 Les mobilisations de riverains s'inscrivent dans un conflit géopolitique local : de fortes rivalités se nouent, depuis 2001, à l'échelle du 16^e arrondissement et de l'ensemble de ville de Paris, pour le contrôle du pouvoir municipal et des politiques d'aménagement de l'arrondissement. C'est une des caractéristique des conflits géopolitiques locaux : les rivalités de pouvoir pour le contrôle – qu'il soit politique ou militaire – d'un très petit territoire peuvent avoir un impact sur des espaces de plus vaste dimension (Giblin, 2017). Dans le 16^e arrondissement, ces rivalités opposent, lors de chaque conflit, des acteurs aux moyens d'action différents et aux représentations contradictoires. En géopolitique, celles-ci désignent une construction, un ensemble d'idées dont l'identification permet de comprendre les motivations des acteurs. Elles expriment ou décrivent une partie de la réalité de façon plus ou moins précise : elles se nourrissent de faits objectifs mais gardent un caractère profondément subjectif (Douzet, 2001). Elles servent aux acteurs de prisme pour penser le territoire, ses enjeux et l'impact attendu ou redouté des projets d'aménagement. Certaines représentations peuvent être qualifiées de géopolitique car elles permettent également de justifier les stratégies de prise de contrôle du territoire (Subra, 2007, 2012).
- 35 En premier lieu, les riverains mobilisés dans les conflits d'aménagement de l'Ouest parisien partagent une même représentation : l'appropriation des beaux quartiers par la bourgeoisie est considérée comme légitime et naturelle. Le « site protégé » du Bois de Boulogne est ainsi présenté comme un espace « concédé par l'Etat à la Ville de Paris en 1852 pour être de manière perpétuelle un lieu de promenade publique », alors même

que, depuis 1865, la Ville de Paris a multiplié les enclaves privées en accordant des concessions à des associations socialement exclusives, développant les pratiques sportives de la bourgeoisie et de l'aristocratie parisienne : Cercle des Patineurs, Racing Club de France, Polo de Paris. Cette représentation héritée dépasse le simple réflexe *Not In My Backyard* (NIMBY) et la stricte défense d'un cadre de vie porteur d'aménités, souvent motivés par la crainte de la dévalorisation du patrimoine immobilier. L'appropriation du 16^e arrondissement par ce groupe social dominant repose aussi sur un sentiment transmis de génération en génération (Pinçon, Pinçon-Charlot, Lécroart, 2017). Elle est devenue « identitaire » (Ripoll et Veschambre, 2005), dans la mesure où cet espace des « beaux quartiers » participe à définir l'identité sociale de la bourgeoisie. Aussi, sa préservation, qu'elle se traduise par la protection de l'environnement ou du patrimoine (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007) ou la lutte pour le maintien de l'entre-soi résidentiel (Maurin, 2004), est-elle perçue comme nécessaire à sa reproduction et les politiques publiques d'aménagement conduites par la Mairie de Paris sont-elles lues comme une intrusion répétée et illégitime dans un espace contrôlé et approprié de longue date.

« Les habitants de la bourgeoisie du 16^e arrondissement croient vivre dans un territoire qui leur est réservé. Pour loger le personnel de service étranger ils refusent l'implantation de logements sociaux dans leur environnement proche et préfèrent louer des chambres de bonne au 7^e étage à des prix démesurés. » (Jean-Yves Mano, adjoint au maire de Paris en charge du Logement de 2001 à 2014)²⁷

- 36 Ce ressentiment exprimé à l'égard des politiques municipales est construit, puis entretenu par les médias conservateurs.

« La Mairie, habituée à utiliser le Bois comme sa “friche” foncière, a déjà accueilli “les migrants” du groupe LVMH dans le jardin d'Acclimatation et ceux de la FFT dans les Serres d'Auteuil, mais cela ne lui suffisait pas. »²⁸

« Comment Delanoë veut punir le XVI^e arrondissement ? Projet de barres d'immeubles HLM, budgets tronçonnés, installations sportives sacrifiées : Delanoë a-t-il déclaré la guerre au XVI^e ? Oui, répondent Mairie et riverains. Qui réagissent »²⁹

- 37 Cette représentation invite à replacer les mobilisations ponctuelles observées lors de chaque conflit local d'aménagement dans un contexte socio-politique plus large. Celles-ci s'inscrivent dans une logique durable de contrôle des politiques publiques d'aménagement : les riverains contestent celles que mettent en œuvre la mairie de Paris et les services de l'État, et exercent des pressions à l'encontre la municipalité du 16^e arrondissement pour s'assurer de son soutien dans son combat. Exagérer la menace représentée par un aménagement constitue donc à la fois une stratégie de mobilisation des riverains à court terme, et un moyen de mettre en place un rapport de forces, à long terme, favorable au groupe dominant dans l'ensemble des conflits locaux.
- 38 En second lieu, l'action menée par les élus locaux du 16^e arrondissement et les représentations qu'ils portent doivent être analysées à la lumière du contexte singulier de compétition électorale accrue pour le contrôle de territoires convoités à plusieurs échelles : la mairie du 16^e arrondissement, les circonscriptions législatives de l'Ouest parisien et la mairie de Paris. L'hégémonie historique de la droite dans l'espace politique de l'Ouest parisien et l'anticipation de la victoire nette du camp conservateur dans l'ensemble des scrutins structurent les représentations et stratégies de tous les acteurs politiques. Elles favorisent la multiplication des candidatures dissidentes à droite aux élections locales. Lors des élections municipales de 2008, alors même que la droite se présente unie au niveau parisien, Claude Goasguen affronte dans

l'arrondissement deux listes dissidentes issues de la droite, conduites par Claude Fain et David Alphand. En 2014, le maire sortant affronte de nouveau deux listes dissidentes de droite, conduites par Valérie Sachs et David Alphand. Ainsi, loin d'être un événement exceptionnel signalant un dysfonctionnement des modes de régulation de la compétition interne aux partis de droite dominants (RPR-UMP-Les Républicains), la dissidence est ici une pratique récurrente qui participe directement de la sélection des élus et des éligibles (Heurtaux et Soubiron, 2011).

- 39 Aussi, dans ce contexte électoral fort concurrentiel, certains élus locaux perçoivent-ils le soutien clientéliste aux associations de riverains comme un moyen efficace de renforcer leur notoriété et de consolider leurs positions de pouvoir. Claude Goasguen, député-maire UMP du 16^e arrondissement de 2008 à 2017, souffre d'un déficit durable de légitimité auprès de ses électeurs : à l'origine dénué de réseaux, il demeure perçu comme un transfuge de la classe, extérieur au « sérail de l'aristocratie », dont il ne possède pas l'habitus. Une partie de l'électorat bourgeois lui reproche d'avoir évincé violemment Georges Mesmin en 1997, puis Pierre-Christian Taittinger en 2008, tous deux élus historiques de l'arrondissement³⁰. Ainsi, le député-maire s'oppose publiquement très tôt au projet d'implantation du centre d'hébergement d'urgence en multipliant les interventions dans les médias. À son initiative, le 2 novembre 2015, le conseil d'arrondissement du 16^e arrondissement rejette la délibération établissant la convention d'occupation du domaine public avec l'association Aurore, gestionnaire du centre³¹. Enfin, il attise la conflictualité en assimilant le centre d'hébergement d'urgence à un centre d'accueil pour migrants. Dans un contexte parisien singulier, marqué par les tensions, fortement médiatisées, suscitées par l'occupation par des migrants d'un lycée désaffecté du 19^e arrondissement (Coutant, 2018), sa pétition, intitulée « Refusons un Sangatte dans le Bois de Boulogne », recueille près de 40 000 signatures, toutes affichées dans la mairie du 16^e arrondissement.
- 40 Ce registre d'actions s'inscrit dans la stratégie adoptée par Claude Goasguen de mise en scène de l'opposition à l'ensemble des opérations d'aménagement décidées par la mairie de Paris. Il développe à des fins mobilisatrices un discours victimaire qui esquisse un affrontement de classes, plus qu'une lutte politique. Dans la presse conservatrice et au sein du Conseil de Paris, il multiplie les attaques virulentes contre le pouvoir municipal socialiste qui, selon lui, traite, au nom d'une « haine de classe », les habitants du 16^e arrondissement comme des « pestiférés »³², retournant ainsi à l'envers le stigmate dont souffrent dans l'opinion publique les habitants de l'Ouest parisien. Le 7 juin 2010, en séance du Conseil de Paris, il suggère de porter « une étoile jaune sur laquelle serait inscrit "16^e arrondissement" ». Ces propos se nourrissent de la représentation de l'« arrondissement délaissé », puni par un pouvoir municipal socialiste malveillant et revanchard, reprise à l'envi dans les nombreuses interventions publiques du député-maire. Cette représentation n'est pas nouvelle : de 1995 à 2001, elle était exploitée par les maires d'arrondissement socialistes à l'encontre de la mairie de Paris, alors contrôlée alors par Jean Tibéri. Ces derniers dénonçaient le déficit persistant d'équipements publics dans l'Est parisien. Ce registre discursif s'accompagne d'un soutien matériel qui relève d'une stratégie clientéliste : Claude Goasguen puise à plusieurs reprises dans sa réserve parlementaire pour financer certaines associations de riverains³³. Aussi, la représentation géopolitique construite de l'« arrondissement délaissé » apparaît-elle comme un positionnement stratégique et partiellement contraint. Le député-maire du 16^e arrondissement reconnaît agir sous la pression des

riverains : « Les riverains me font une vie de chien, ils me mettent une pression terrible. Ils ne se rendent pas compte de la difficulté du sujet »³⁴.

- 41 Ce positionnement s'inscrit dans les rivalités de pouvoir intenses qui se développent à plusieurs échelles. Au niveau de l'arrondissement, malgré sa légitimité de maire sortant, l'autorité de Claude Goasguen est remise en cause dans son propre camp politique lors de chaque scrutin municipal. Ses rivaux lui reprochent de jeter le discrédit sur l'opposition municipale, et de renforcer *de facto* la position du maire socialiste Bertrand Delanoë, sans pour autant s'opposer publiquement aux positions défendues par les associations de riverains.

« La démesure de Goasguen est un cadeau pour Delanoë : elle lui permet de vêtir le costume du combattant héroïque et de créer un rideau de fumée qui cache les lacunes de la politique de logement réalisée à Paris » (David Alphand³⁵).

- 42 Au niveau parisien, une autre compétition oppose le député-maire du 16^e arrondissement à d'autres élus pour l'exercice du *leadership* au sein de la droite parisienne. Les rivalités sont fortes entre les élus de droite, députés et maires, notamment pour le contrôle de la fédération parisienne de l'UMP qui conditionne en partie l'investiture du parti pour la conduite des listes de droite aux élections municipales.

- 43 En dernier lieu, l'équipe municipale centrale, conduite par Bertrand Delanoë puis par Anne Hidalgo, inscrit sa politique d'aménagement dans une logique de promotion de la mixité sociale, désormais perçue comme un antidote universel à la pauvreté et l'exclusion urbaine (Genestier, 2010). Celle-ci est devenue le principal vecteur de la représentation de la ville portée par les élus socialistes : une ville « bienveillante », « diverse » qui respecte les « impératifs de justice sociale »³⁶. Partant du constat du déficit historique de logements sociaux dans les arrondissements de l'Ouest parisien, elle souhaite ainsi opérer un rééquilibrage spatial du parc social de logement et de l'offre de places en centre d'hébergement d'urgence. C'est pourquoi, à partir de 2001, de nombreux programmes de logements sociaux sont financés dans le 16^e arrondissement. Au sein de l'Ouest parisien, ce territoire offre l'avantage de posséder du foncier disponible – essentiellement des friches commerciales à reconvertir – ou des ensembles immobiliers à acquérir. Il représente surtout un enjeu symbolique fort : développer le parc social locatif dans un espace perçu comme un véritable « ghetto bourgeois » (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007) offre l'occasion à l'équipe municipale socialiste de mettre en scène sa capacité à lutter contre les inégalités socio-spatiales au sein de l'espace parisien. Cette politique revêt, pour la gauche, auprès de son électorat populaire du Nord et de l'Est parisien, un caractère stratégique fondamental :

« C'est une question de survie politique pour les communistes. Pour faire accepter la construction de nouveaux logements sociaux par un électorat laborieux réticent à l'arrivée de nouveaux pauvres, la construction de programmes de logements sociaux dans l'Ouest parisien est un gage de la bonne volonté de l'équipe municipale. L'électorat de gauche populaire n'est prêt à consentir à cet effort que s'il est équitablement partagé par tous. » (Ian Brossat, porte-parole du groupe communiste au Conseil de Paris)³⁷

- 44 En somme, la conflictualité née de l'opposition des associations de riverains aux différents projets d'aménagement se trouve attisée par les rivalités de pouvoir pour le contrôle électoral des territoires qui se déploient à plusieurs échelles. La lutte pour l'appropriation de l'espace par un groupe social se traduit également par le contrôle de positions de pouvoir à différentes échelles de conflictualité.

Succès et échecs relatifs des différents acteurs impliqués dans les conflits locaux d'aménagement

- 45 Le bilan des différentes mobilisations menées par les riverains depuis 2006 est contrasté. Sur cinq projets de logements sociaux contestés, deux ont été abandonnés et trois ont été retardés puis révisés. Le centre d'hébergement temporaire a, quant à lui, été inauguré en novembre 2016. La stratégie adoptée par les associations de riverains, reposant sur un répertoire d'actions restreint privilégiant l'action judiciaire et politique « en coulisse », n'a pas permis de créer un rapport de force à même de contraindre le pouvoir municipal à renoncer à la plupart des projets d'aménagement. Aussi, les incendies peuvent-ils être interprétés comme une réaction isolée, en marge de l'action collective, qui serait l'aboutissement d'un sentiment d'inefficacité des recours contentieux. Néanmoins, ces conflits répétés démontrent la capacité des associations de riverains à peser sur les politiques d'aménagement dans l'arrondissement. Les programmes de logements et les nouveaux équipements sociaux ne remettent pas en cause l'appropriation de l'espace par la bourgeoisie. Sa capacité à « accumuler, occuper et jouir pleinement de grandes quantités d'espaces » (Ripoll et Veschambre, 2005, p. 7) dans l'Ouest parisien demeure presque intacte.
- 46 Les stratégies adoptées par les élus de l'Ouest face aux mobilisations des riverains s'avèrent, quant à elles, peu fructueuses. L'agitation médiatique initiée par Claude Goasguen s'est révélée inefficace pour infléchir l'action de la mairie de Paris. En revanche, le député-maire renforce son assise électorale lors des scrutins municipaux, dans un contexte local difficile, où la connaissance moyenne des protagonistes de la vie politique locale par les habitants est assez faible (Agrikoliansky, 2014)³⁸. Ainsi, lors du scrutin municipal de 2014, le maire sortant accroît sensiblement son audience : il rassemble alors près du tiers de l'ensemble du corps électoral au premier tour, amplifiant nettement la dynamique électorale observée au niveau parisien en faveur de la candidate investie par l'UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet.

Figure 5. Le vote en faveur de la droite au premier tour des élections municipales (16^e arrondissement et Paris), en % des inscrits.

	Municipales 2008	Municipales 2014
Participation dans l'arrondissement	49,56	53,07
Claude Goasguen	25,34	32,90
Candidats dissidents de droite	8,09	7,63
Participation à l'échelle parisienne	56,93	56,27
Listes de droite investies par l'UMP à l'échelle parisienne	15,52	19,57

- 47 Cependant, l'enracinement du député-maire du 16^e arrondissement demeure fragile. Lors du scrutin législatif de juin 2017, Claude Goasguen, député sortant de la 14^e circonscription (partie sud du 16^e arrondissement), est, pour la première fois lors d'un

scrutin législatif, mis en ballottage : il ne rassemble alors que 21 % des inscrits lors du premier tour de scrutin. Cette contre-performance illustre en partie la difficulté des députés parisiens à nouer des relations de fidélité avec leurs électeurs (Agrikoliansky, 2014). Elle confirme la relative dissociation entre les mobilisations collectives nées des conflits locaux d'aménagement et l'expression électorale. D'une part, lors des élections municipales, la participation dans le 16^e arrondissement est plus faible que dans l'ensemble de la capitale (cf. figure 5), alors même que ces scrutins déterminent les politiques locales d'aménagement et les élus qui les portent, et que dans les espaces de l'Ouest parisien, en conjoncture de haute intensité électorale, les taux d'abstention sont d'ordinaire très bas (Agrikoliansky, 2014). D'autre part, l'analyse spatialisée du vote lors des scrutins municipaux ne permet de dégager aucune corrélation spatiale avec les conflits locaux d'aménagement : les espaces concernés par les projets d'aménagement ne se distinguent ni par une participation électorale plus forte ni par un soutien plus massif aux candidats qui s'opposent ouvertement aux politiques d'aménagement contestées. Ainsi, à l'encontre des attentes ou des craintes formulées par les élus locaux, et contrairement aux conflits locaux d'aménagement dans l'Est parisien, la mobilisation collective contre les politiques publiques d'aménagement dans l'Ouest ne produit aucun effet durable sur les comportements électoraux.

- 48 Enfin, les conflits d'aménagement semblent avoir servi jusqu'à présent la stratégie géopolitique choisie par l'équipe municipale centrale conduite par les socialistes. L'ensemble des listes de gauche a conservé l'essentiel de ses positions de pouvoir lors du scrutin municipal de 2014 (Jeanne, 2014). En 2016, lors du conflit né de l'opposition au centre d'hébergement d'urgence, la Mairie de Paris semble gagner la « bataille des représentations ». Une partie du traitement médiatique du conflit assimile le combat des opposants aux dérives du syndrome NIMBY et discrédite leur expression publique.

« L'affaire soulève les passions dans cet arrondissement habitué à faire front pour défendre ses intérêts et préserver le caractère immuable de son environnement. (...) Les adversaires du centre mettent en avant des arguments de nature environnementale pour justifier leur fronde et s'efforcer de gommer ses aspérités sociales évidentes. (Le Monde, 5 mars 2016)

- 49 *Le Parisien* dépeint, quant à lui, une « foire d'empoigne » et un « concours d'insultes » (*Le Parisien*, 15 mars 2016).
- 50 Ainsi, les conflits d'aménagement de l'Ouest parisien assurent *de facto* le traitement médiatique de politiques, qui, malgré l'ampleur des moyens financiers que la Mairie de Paris y consacre, ne parviennent pas à réduire les inégalités socio-spatiales observées dans la capitale. Ils tendent à diviser stratégiquement les élus de la droite parisienne et, en contraignant ceux issus de l'Ouest parisien à défendre les intérêts de leurs électeurs, à la priver de la légitimité d'incarner l'intérêt général aux yeux de l'ensemble des électeurs parisiens.
- 51 Le 16^e arrondissement est aujourd'hui le théâtre et le produit de luttes géopolitiques intenses et durables qui sont la traduction dans les champs électoraux et de l'aménagement des rapports de pouvoir inégaux entre les groupes sociaux. Si les différents espaces du 16^e arrondissement constituent bien l'enjeu et le support des multiples conflits d'aménagement, ils en sont aussi en partie le produit. Ainsi, la persistance de la domination sociale et politique de la bourgeoisie observée dans le 16^e arrondissement n'est pas le résultat d'une politique consensuelle, mais bien le produit

de luttes de différentes natures, au sein desquelles les conflits locaux d'aménagement jouent un rôle croissant.

BIBLIOGRAPHIE

- AGRIKOLIANSKY E. (2014), « La politisation ordinaire d'une population extra-ordinaire: les électeurs des "beaux quartiers" en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, vol. 106, no. 2, pp. 135-157
- AGRIKOLIANSKY E., COLLOWALD A. (2014), « Mobilisations conservatrices: comment les dominants contestent? », *Politix*, vol. 106, no. 2, pp. 7-29.
- BEROUD S., BOUFFARTIGUE P., ECKERT H., MERKLEN D. (2016), *En quête des classes populaires. Un essai politique*, Paris, La Dispute, 216 p.
- BOBBIO L., MELE P. (2015) « Introduction. Les relations paradoxales entre conflit et participation », *Participations*, vol. 13, no. 3, pp. 7-33.
- BONNEUIL C., PESSIS C., TOPÇU S. (dir.) (2013), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 309 p.
- CADORET A. (2011), « Analyse des processus conflictuels: Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon », *L'Espace géographique*, vol. 40, no. 3, pp. 231-244.
- CHABERT J.-B. (2016), « L'action foncière: une ressource pour des mobilisations riveraines », *Noréis*, vol. 238-239, pp. 43-58.
- CLERVAL A. (2013), *Paris sans le peuple*, Paris, La Découverte, 280 p.
- CORBIN (A.), GEROME (N.), TARTAKOWSKY (D.) (dir.) (1994), *Les Usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Actes du colloque de Paris des 22-23 novembre 1990, Paris, Publications de la Sorbonne, 440 p.
- COUTANT I. (2018), *Les migrants en bas de chez soi*, Paris, Le Seuil, 224 p.
- DECHEZELLES S., OLIVE M. (2016), « Introduction. Lieux familiers, lieux disputés – dynamiques des mobilisations localisées », *Noréis*, vol. 238-239, pp. 7-21.
- DOUZET F. (2001), « Pour une démarche nouvelle de géopolitique urbaine à partir du cas d'Oakland (Californie) », *Hérodote*, vol. 101, n°2, pp. 57-75.
- FAYMAN S. (2011), « La Bellevilleuse ou la mise en œuvre du droit à la ville », in De Villanova R., Deboulet A., *Belleville, quartier populaire*, Paris, Creaphis Éditions, pp. 79-92.
- FOURQUET J. (2019), « "Gilets jaunes" – Note n° 3: Usage et rapport à la violence du mouvement des "gilets jaunes" », *IFOP Focus*, n°192.
- FRESSOZ J.-B., JARRIGE F. (2013), « L'histoire et l'idéologie productiviste. Les récits de la "révolution industrielle" après 1945 » in Bonneuil C., Pessis C., Topçu S. (dir.) (2013), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, pp. 61-79

- GENESTIER P. (2010), « La mixité: mot d'ordre, vœu pieux ou simple argument? », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, n°1, pp. 21-35
- GIBLIN B. (1984), « Stratégies politiques dans le bassin houiller du Nord de la France », *Hérodote*, vol. 33-34, n°3, pp. 174-198.
- GIBLIN B. (2001), « Paris/Londres: enjeux géopolitiques de villes capitales », *Hérodote*, vol. 101, n°2, pp. 26-56.
- GIBLIN B. (dir) (2017), *La ville, lieu de conflits*, Paris, Armand Colin, 90 p.
- GRESILLON L. (2010), *Sentir Paris. Bien-être et matérialité des lieux*, Paris, Éditions Quae, 192 p.
- HEURTAUX J., SOUBIRON A. (2011), « “Faire de la subversion une règle”. L'UMP et ses dissidences dans le 16^e arrondissement » in Agrikoliansky E., Heurtaux J., Le Grignou B., *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, 2011, pp. 149-180.
- JEANNE M. (2014), « La “bataille de Paris”, une bataille géopolitique », *Hérodote*, vol. 154, n°3, pp. 59-74.
- JEANNE M. (2015), *Paris, un enjeu capital. Rivalités de pouvoirs et stratégies d'acteurs pour le contrôle politique et l'aménagement de Paris*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8-Saint-Denis.
- JOBERT A. (1998), « L'aménagement en politique ou ce que le syndrome NIMBY nous dit de l'intérêt général », *Politix*, n°2, p. 67-92.
- LOLIVE J. (1999), *Les contestations du TGV Méditerranée. Projet, controverse et espace public*, Paris, L'Harmattan, 324 p.
- LE WITA B. (1988), *Ni vue, ni connue. Approche ethnographique de culture bourgeoise*, Paris, Editions de la MSH, 198 p.
- MATHIEU L. (2004), *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Éditions Textuel, 206 p.
- MAURIN E. (2004), *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Le Seuil, 128 p.
- NEZ H. (2011), « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, vol. 2, n°4, pp. 387-404.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M. (1989), *Dans les beaux quartiers*, Paris, Le Seuil, 254 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M. (2004), *Sociologie de Paris*, Paris, La Découverte, 121 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M. (2007), *Les ghettos du ghota*, Paris, Le Seuil, 294 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., LECROART E. (2017), *Panique dans le 16^e*, Montreuil, La ville brûle, 2017, 91 p.
- RANGER J. (1977). « Droite et gauche dans les élections à Paris: le partage d'un territoire », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°6, pp. 789-819.
- RICHARD Y. (2014), Article « Conflit », *Hypergeo*
[en ligne : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article549>].
- RIPOLL F. (2005), « S'appropriier l'espace... ou contester son appropriation? », *Norois*, n°195, pp. 29-42.
- RIPOLL F. (2008), « Espaces et stratégies de résistance: répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, vol. 134, n°3, pp. 83-97.

- RIPOLL F., VESCHAMBRE V. (2005), « Introduction. L'appropriation de l'espace comme problématique », *Norois*, n°195, pp. 7-15.
- RIVIERE J. (2012), « Vote et géographie des inégalités sociales: Paris et sa petite couronne », *Métropolitiques* [en ligne : <https://www.metropolitiques.eu/Vote-et-geographie-des-inegalites.html>].
- SUBRA P. (2005), « L'Île-de-France » in Giblin B. (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, pp. 127-2013.
- SUBRA P. (2007), *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Paris, Armand Colin, 326 p.
- SUBRA P. (2012), « La géopolitique, une ou plurielle? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, vol. 146-147, no. 3, pp. 45-70.
- SUBRA P. (2016), *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin, 333 p.
- TARTAKOWSKY D. (2010), *Manifester à Paris 1880-2010*, Paris, Époques Champ Vallon, 304 p.
- TIBERJ V. (2017), *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF, 281 p.
- TILLY C. (1986), *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 622 p.
- TORRE A., KIRAT T., MELOT R., PHAM H.-V. (2016), « Les conflits d'usage et de voisinage de l'espace. Bilan d'un programme de recherche pluridisciplinaire », *L'information géographique*, vol. 80, n°4, pp. 8-29.
- VADELORGE L. (2013), « Le Grand Paris sous la tutelle des aménageurs? Planification des usages, critiques et résistances dans les années 1960 » in Bonneuil C., Pessis C., Topçu S. (dir.) (2013), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, pp. 117-135.
- ZASK J. (2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Paris, Éditions Le Bord de l'eau, 328 p.

NOTES

1. Particulièrement mobilisé dans les commentaires politico-médiatiques ces dernières années, le terme de violence est devenu un mot-valise érigé en signe de disqualification sociale. Perçue comme un usage propre aux actions collectives des classes populaires (Bérout, Bouffartigue, Eckert et Merklen, 2016), la violence observée dans le cadre des conflits sociaux est majoritairement condamnée dans l'opinion publique (Fourquet, 2019) et tend à disqualifier les mouvements issus des classes populaires. Dans le cadre de notre analyse, ce sont au contraire des individus issus des classes supérieures qui transgressent brutalement un ensemble de règles érigées en normes, en particulier celles du débat public, et c'est un équipement destiné aux classes populaires précarisées qui est l'objet de vandalisme.
2. Dans le 20^e arrondissement, en 1995, c'est dans le quartier Belleville que la liste sortante de droite connaît le recul le plus élevé par rapport au scrutin municipal précédent (-2,7% des inscrits). La baisse de la participation y est plus faible que dans les trois autres quartiers. Dans le même temps, les listes de gauche y renforcent plus nettement leur implantation.
3. Séance du Conseil de Paris du 15 décembre 2015. Projet de délibération DVD 234 détaillant la convention d'occupation du domaine public avec l'association Aurore.
4. Cette pétition intitulée « Refusons un Sangatte dans le Bois de Boulogne » a recueilli près de 50 000 signatures le 14 décembre 2015 selon le quotidien *Le Figaro* (édition du 14 décembre 2015).

5. Conseil du 16^e arrondissement, séance du 2 novembre 2015. Le projet de délibération 2015 DVD 234 concernant la convention d'occupation du domaine public est rejeté à la majorité. Seuls les trois élus socialistes ont voté en sa faveur.
6. Dans le corpus de presse, seul *Le Parisien* (du 7 février 2015) évoque la réunion organisée par la mairie du 16^e arrondissement en février 2015, alors que la seconde réunion est aussi couverte par les trois titres de la presse nationale : *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro*.
7. Selon les comptages réalisés par *Le Monde* (éditions du 5 et 15 mars 2016).
8. Le Tribunal administratif invoque différentes illégalités au regard du droit de l'urbanisme mais les délais d'instruction ne permettent pas une telle régularisation dès lors que le permis a été délivré le 18 mars 2016 pour une durée de trois ans. Source : jugement du Tribunal administratif de Paris du 28 décembre 2018 n°1604796-1604898-1607744-1607745.
9. Délibération DVD 39 adopté à main levée par le Conseil de Paris le 3 avril 2019. Le vœu n°144 déposé par le groupe les Républicains et Indépendants relatif à un relogement pérenne du centre d'hébergement est repoussé.
10. Cette liste a été établie en analysant l'ensemble des projets de logements sociaux en construction neuve agréés de 2001 à 2014 dans le 16^e arrondissement, c'est-à-dire les programmes de logement dont le financement est assuré (sources : Mairie de Paris, direction du Logement de l'Habitat). L'enquête de terrain et un entretien accordé par Jean-Yves Mano, adjoint au maire de Paris en charge du Logement de 2001 à 2014, ont permis de repérer les projets de construction bloqués ou retardés.
11. Source : INSEE et Pinçon et Pinçon-Charlot, 2004.
12. Ordonnance n°1604972/9 du Tribunal administratif de Paris en date du 22 avril 2016.
13. Extrait de *La Lettre de XVI^e demain*, n°156, janvier 2016.
14. Elle n'est toutefois pas leur apanage. À Paris, dans les années 1990, la mobilisation contre les différents projets de ZAC est initiée par des associations, telle la Bellevilleuse, dans le quartier de Belleville, animées essentiellement par des propriétaires diplômés aux revenus moyens, exerçant des professions intellectuelles, soutenus ensuite par les populations menacées d'expulsion issues, quant à elles, des classes populaires (Fayman, 2011). Ces associations actionnent à plusieurs reprises le registre juridique : la Bellevilleuse obtient en mars 1993 l'annulation par le Tribunal administratif de Paris de la délibération du Conseil de Paris de novembre 1990 sur le réaménagement du quartier.
15. *Le Monde*, 3 octobre 2008.
16. Entretien avec Lionel Lemaire, président de l'Association des riverains du bois de Boulogne, mai 2018.
17. Ce fut le cas de l'association La Bellevilleuse, opposée au projet de ZAC Ramponeau-Belleville, qui réclama à nombreuses reprises une concertation avec la Mairie de Paris. Lors de l'opération Paris Rive Gauche (13^e) lancée en 1991, les associations contestataires participèrent, quant à elles, à partir de 1997 à un « comité permanent de concertation » mis en place à la suite du recours contentieux remporté par les opposants en 1996 (Nez, 2011).
18. Entretien avec l'auteur le 28 janvier 2011.
19. Communiqué de presse du 15 décembre 2015 de l'Association des Riverains du Bois de Boulogne.
20. Extrait de *La Lettre de XVI^e demain* n°156, janvier 2016.
21. Extrait du tract de Porte d'Auteuil Environnement, 2010.
22. Séance du conseil d'arrondissement du 2 novembre 2016.
23. Entretien avec l'auteur en mai 2018.
24. Atelier Parisien de l'Urbanisme (APUR), Note n°119 : Les chiffres du logement social à Paris en 2016, décembre 2017.
25. Entre 2001 et 2013, seules 19 opérations sur 72 comptent plus de 10 logements.

26. Entre 2001 et 2013, sur 1614 logements labellisés SRU 48 % relèvent de l'acquisition-conventionnement et 12 % de l'acquisition-conventionnement.
27. Entretien, 18 février 2013.
28. Extrait de *La Lettre de XVI^e demain* n°156, janvier 2016.
29. *Valeurs Actuelles*, 17 juin 2010.
30. Aux législatives de 1997, Claude Goasguen obtient l'investiture du RPR et de l'UDF contre Georges Mesmin, député dans le 16^e arrondissement depuis 1973. Aux municipales de 2008, il s'impose face au maire sortant Pierre-Christian Taittinger et rompt un accord tacite noué entre les candidats élus sur la même liste qui prévoyait le maintien pendant plusieurs années de l' élu sortant dans son poste (*Le Parisien*, 25 février 2008). Dès son arrivée dans le 16^e arrondissement, Claude Goasguen est présenté par les journalistes comme un « tueur » (*Le Monde*, 17 mai 1997). Les différents élus locaux que nous avons rencontrés décrivent les difficultés d'implantation qu'il rencontre auprès de l'électorat conservateur. Pour Thierry Coudert, notamment, conseiller de Paris UMP de 2008 à 2014, nombre d'habitants de l'Ouest parisien jugent Claude Goasguen sanguin et outrancier.
31. Le projet de délibération 2015 DVD 34 mis aux voix par Claude Goasguen est rejeté à la majorité.
32. *Valeurs actuelles*, 17 juin 2010.
33. Il est délicat de vérifier cette information relayée à plusieurs reprises dans les médias et par certains militants de droite parisienne. Avant la loi relative à la transparence de la vie publique du 17 octobre 2013, les députés n'étaient pas tenus de publier la liste des associations bénéficiaires de la réserve parlementaire. Néanmoins, lors du conseil d'arrondissement du 2 novembre 2015, le député-maire Claude Goasguen ne dément pas les allégations formulées à son encontre par l' élu socialiste Thomas Lauret, concernant l'usage de cette réserve parlementaire en faveur d'associations de riverains opposées à l'opération d'aménagement de la gare d'Auteuil.
34. *Le Monde*, 5 mars 2016.
35. Entretien, 28 janvier 2011.
36. Extrait du programme d'Anne Hidalgo aux élections municipales de 2014 intitulé « Paris qui ose. 2014-2020 ».
37. Entretien, juin 2011.
38. Résultat d'une enquête collective menée dans le 16^e arrondissement de Paris de 2007 à 2008, articulante méthodes quantitatives et qualitatives, qui révèle notamment la méconnaissance des députés élus au sein même des électeurs de droite ayant participé au scrutin.

RÉSUMÉS

En 2016, l'installation d'un centre d'hébergement d'urgence à Paris, dans le 16^e arrondissement, suscite une nouvelle mobilisation des associations de riverains, impliquées depuis une dizaine d'années dans plusieurs conflits d'aménagement. Celle-ci se singularise par un élargissement du répertoire d'action des contestataires. Ancrées dans un territoire bourgeois et conservateur, les contestations de l'Ouest parisien ont pour coutume de s'inspirer des pratiques collectives propres aux associations de riverains aisés, rétives à la remise en cause de l'autorité publique. Elles privilégient l'action contentieuse, et, surtout, interpellent et sollicitent les élus locaux pour qu'ils défendent leurs intérêts au plus haut niveau. Aussi, à l'instar de l'ensemble des conflits

d'aménagement qui apparaissent dans la capitale depuis les années 1990, cette nouvelle mobilisation a-t-elle des répercussions dans l'espace politique : elle renforce les rivalités entre l'ensemble des acteurs politiques engagés dans la conquête ou le contrôle électoral de Paris.

In 2016, the installation of an emergency shelter in Paris, in the 16th arrondissement, provoked a new mobilization by the local residents associations, which had been involved for about ten years in several land use conflicts. In this case, the actions of the protesters went further than before. Protests in western Paris, a bourgeois, conservative area, are typically inspired by the collective actions one might expect from affluent residents who are reluctant to challenge public authority. They tend to favor legal action and, above all, to challenge and solicit local elected officials to defend their interests at the highest level. Additionally, like all development conflicts that have been seen in Paris since the 1990s, this new mobilization has had repercussions in the political sphere: it reinforces the rivalries between all those political actors looking to gain or maintain electoral control of Paris.

INDEX

Mots-clés : conflit d'aménagement, géopolitique locale, Paris, répertoire d'action collective, appropriation de l'espace

Keywords : Planning Conflicts, Local Geopolitics, Paris, Repertoire of Collective Action, Appropriation of Space

AUTEUR

MATTHIEU JEANNE

Docteur en géographie spécialité géopolitique, Associé à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8)

matthieu.jeanne[at]club-internet.fr